Un collectif de “spécialistes de la Russie” demande au CSA de révoquer le droit de diffusion de RT

21/12/2017 à 0h54

Dans une tribune au « Monde », un collectif de spécialistes de la Russie interpelle Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l’audiovisuel (CSA), considérant que l’autorisation donnée à la chaîne Russia Today (RT) de diffuser en France est d’une extrême gravité.

Nous nous adressons à vous, Olivier Schrameck, au sujet de l’autorisation qui serait prochainement accordée à la chaîne Russia Today (RT) d’émettre en français sur les réseaux de télévision en France.

Quand on sait les pratiques de cette chaîne, dénoncées publiquement par le président de la République lui-même, et que l’on prend connaissance de la composition actuelle de son conseil d’éthique après le renoncement d’un de ses trois membres (qui constitue en soi une modification de la convention passée avec le CSA), et alors même que le Parlement européen a mis en garde contre la désinformation exercée par l’Etat russe et a pris des mesures pour la contrer (résolution 2016/2020-INI), une telle autorisation ne pourrait que susciter une profonde incompréhension, sinon l’indignation.

Russia Today est accusée aujourd’hui par des responsables du plus haut niveau aux Etats-Unis comme en Europe de semer la zizanie et d’affaiblir les démocraties. Au motif qu’elle relaie la propagande du Kremlin, cette chaîne est désormais obligée par les autorités américaines de s’enregistrer comme « agent de l’étranger ».

Guerre hybride

Mme Theresa May, première ministre britannique, a, le 13 novembre, accusé les médias russes d'avoir poussé les Britanniques à la désunion à l'occasion d'élections récentes. La ministre espagnole de la défense, Mme Maria Dolores de Cospedal, a dénoncé trois jours plus tard une ingérence russe dans les affaires internes de l'Espagne.

Dans un tel contexte de guerre hybride, l'autorisation donnée à Russia Today de diffuser en France est d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français.

En conséquence, nous vous prions, au nom de la préservation de la paix civile, de suspendre l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today sur le territoire français.

Le Monde